



Déclaration liminaire de la
FSU et de l'UNSA
pour le CHSCT D 77
du lundi 28 juin 2021



Madame la Présidente du CHSCT, Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis ce lundi 28 juin pour la dernière instance du CHSCT77 de cette année 2020/2021. Une année évidemment lourdement impactée par la crise sanitaire et la gestion de celle-ci par l'Éducation Nationale. Il est évidemment trop tôt pour faire une analyse objective et définitive de cette gestion de crise, mais nous ne pouvons pas faire l'économie de tirer un premier bilan de cette année scolaire en termes de Santé et de Conditions de Travail. Comme dans tous les services publics utiles à la population, l'Éducation Nationale n'échappe pas à un manque criant de moyens. Des bâtiments scolaires parfois vétustes, avec des fenêtres interdisant une bonne aération, avec des sanitaires déplorables et souvent en nombre insuffisant tout comme les points d'eau qui ont cruellement fait défaut pour le lavage des mains , des détecteurs de qualité de l'air, pourtant si nécessaires en cette période, quasi inexistant dans nos écoles et établissements. La liste est longue de ce qu'il manque concrètement pour pouvoir travailler dans des conditions acceptables, plus encore en période de pandémie.

Ce qui manque également ce sont des personnels. Afin de limiter le nombre d'élèves par classe, d'apporter des solutions à des enfants perturbateurs, en échec ou en situation de handicap, il faudrait recruter largement et titulariser des agents. Au lieu de cela, pour palier temporairement à cette carence, la seule réponse de notre institution a été de faire appel à des contractuels, non formés ou si peu, augmentant encore plus la précarité et l'instabilité dans notre métier. Le manque de remplaçants dans le premier degré a entraîné le renvoi à domicile d'élèves faute de professeurs remplaçants à mettre en classe. Et l'argument du non brassage est un écueil qui veut cacher le fait qu'il manque cruellement d'enseignants. Cette année encore, l'École n'a tenu bon que grâce à tous les personnels face aux élèves et aux personnels des services. Ils ont su s'adapter aux différents protocoles, modifier leurs enseignements ou leurs pratiques professionnelles et leurs contacts avec les élèves et leurs familles, s'investir dans le distanciel,....Et pour quels retours ? Apprendre par BFM, encore une fois, la fin des 1/2 jauges en collège, la suppression du port du masque dans les cours de récréation... ces annonces ne sont pas respectueuses des personnels. De simples remerciements, d'où qu'ils viennent, ne suffiront pas. La reconnaissance doit passer par des actes. En ce sens, les annonces du Grenelle n'y parviendront pas.

Nous tenons à vous alerter sur l'état de santé des personnels qui ont tenu l'école à bout de bras sur toute cette année particulièrement anxiogène.

En juin 2020, nous vous avons demandé de réfléchir sur la nécessaire anticipation de la rentrée de septembre 2020 dans un contexte épidémique. Cela supposait qu'une réflexion s'amorce en amont sur le plan de la continuité pédagogique, comme sur l'allègement des

programmes. Cela supposait aussi un plan de recrutements supplémentaires aussi bien pour fonctionner différemment que pour assurer la continuité du service. Cela supposait enfin la recherche de locaux disponibles susceptibles d'accueillir des groupes d'élèves.

Ce travail d'anticipation n'a jamais eu lieu...Les directeurs d'école et chefs d'établissement ont dû s'organiser à la dernière minute pour s'adapter au mieux aux annonces ministérielles. Cela a entraîné de nombreux dysfonctionnements du service public d'éducation dès septembre 2020. Pourquoi n'avons-nous pas eu, dès la rentrée de septembre, différents protocoles pour s'adapter à tous les cas possibles ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'essais pour calibrer les plateformes des ressources en ligne ? Les collègues se posent toujours ces questions et ils n'auront certainement jamais de réponse. Il en résulte qu'aujourd'hui, les personnels de l'Éducation Nationale manifestent de nombreux troubles psycho-sociaux. Il n'y a jamais eu autant de tensions dans les équipes, preuve en est le nombre exponentiel de fiches RSST que nous avons eu à traiter cette année. Les difficultés de recrutement connues pour les postes de formateurs ou de directeurs en sont aussi une illustration. Ces postes, pourtant si utiles pour le fonctionnement de l'école, ne trouvent plus preneur, car la charge de travail liée est toujours plus grande. Le Grenelle de l'Éducation qui devait répondre aux problématiques soulevées par le suicide de notre collègue, est en réalité une vaste fumisterie qui n'a pour objectif que de légitimer la casse de l'Éducation Nationale, dont vous êtes un des rouages important. Nous ne parlerons même pas de la considération hiérarchique qui s'étirole toujours de plus en plus avec une responsabilité, en cas de problème, toujours portée sur les collègues. L'école de la confiance est à l'image du serpent Kaa de Rudyard Kipling.

Malgré nos multiples demandes, les personnels vulnérables ont vu à chaque fois leur situation éclaircie au dernier moment. D'ailleurs, actuellement, leur situation n'est toujours pas limpide et celle de la rentrée de septembre à venir est totalement inconnue. Certains ont même reçu une convocation du SIEC pour venir corriger les épreuves du brevet ou du bac alors qu'ils sont en distanciel depuis novembre. Nous pourrions aussi vous faire part également des conditions dégradées de travail des modalités de correction des épreuves du bac et de passation du Grand Oral.

Dans le même registre des incohérences, d'autres collègues ont été appelés à plusieurs reprises pour des surveillances alors qu'ils étaient en arrêt maladie. La circulation de l'information dans les services nous interroge grandement et cause des troubles chez nombre de nos collègues. La plupart des agents de "terrain" ont l'impression que les circulaires et autres consignes sont réalisées pour laisser une grande part à l'interprétation, ce point permettant ainsi à notre administration de faire porter la responsabilité sur les agents, qui bien entendu auraient mal interprété les demandes. Est-ce l'objectif de ce localisme grandissant ?

Ce sentiment d'incompréhension avec notre institution, d'absence de transparence a été renforcé par les instances de gestion dans les opérations de mobilité qui ont disparu. Cela contribue à instaurer un climat de défiance des personnels à l'égard de l'institution et par conséquent un accroissement du mal-être actuel ressenti dans toutes les salles des maîtres ou salles des professeurs.

Il devient urgent de donner du temps à l'école, aux équipes pour que celles-ci puissent continuer à travailler dans une relative sérénité. L'employeur est responsable de la santé physique, psychique et sociale des agents placés sous son autorité. Ces deux dernières années ont montré à quel point l'école publique gratuite et laïque repose sur ses agents, qui par leur investissement, méritent, si ce n'est une médaille, une réelle bienveillance de la part de leur institution, une réelle reconnaissance des heures passées à tout mettre en œuvre pour faire fonctionner notre institution. Les fameuses 1607h, si présentes dans vos discours sur le temps de travail des enseignants, ont largement été dépassées cette année, avec des ajustements de protocole à réaliser durant les weekend, sur des temps familiaux. La réponse de l'institution : récupération obligatoire de la journée de solidarité, annoncée fin mai, car les enseignants doivent faire leurs heures, tout de même !

Les conséquences sur les conditions de travail et la santé des personnels méritent en effet d'être entendues et prises en considération. Des mesures de prévention doivent être mises en œuvre pour qu'un tel désordre ne se reproduise plus !

Il n'est pas concevable d'en imputer à la seule crise sanitaire la responsabilité ! Nous aimerions aussi que nos supérieurs directs soient plus prompts à défendre leurs agents et à faire remonter les conditions de travail de ces derniers pour que celles-ci soient réellement prises en compte par notre ministre. Ce dernier point est certainement un vœu pieu dans une société toujours plus sécuritaire ou les rouages du système se doivent de fonctionner comme il y a 80 ans.